



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

**SLO**

ID : 062-286200027-20210708-2021\_27-DE

# DÉLIBÉRATION

2021/27

## DECISION MODIFICATIVE N°1 DU BUDGET

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 8 Juillet 2021 à 9 heures 30, à la Maison du Parc de la Loisine à BEUVRY sous la présidence de M. Nicolas PICHONNIER, premier Vice-Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – Mme Maryse MARGEZ, Adjointe au Maire de LILLERS – M. Dominique DELECOURT, Président du SIVOM de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECANTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUChart, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etaient également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux Centres de Gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

**Vu** l'arrêté du 28 septembre 1999 modifié, pris pour l'application des articles 33 et 33-1 du décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux Centres de Gestion ;

**Vu** la convention du groupement d'intérêt public informatique des Centres de Gestion, portant création d'un capital nécessaire à la fondation du groupement ;

Monsieur le Président expose à l'assemblée qu'il est nécessaire d'avoir recours à une décision modificative n°1 du budget afin de régulariser les opérations financières et comptables du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais.

Il informe que les modifications inscrites dans le cadre de cette DM n°1 sont relatives :

### **En investissement :**

Face à l'évolution des missions et, corrélativement, des besoins informatiques des Centres de Gestion (CDG), les coopérations informatiques actuelles et les Centres de Gestion ont exprimé d'importants besoins relatifs notamment :

- La mutualisation en harmonisant et en rationalisant le parc applicatif existant afin d'optimiser les performances des Centres de Gestion ;
- A remédier à l'obsolescence technique d'applications en favorisant la convergence d'outils informatiques afin d'améliorer la qualité de service ;
- A l'accompagnement et l'élargissement des missions des CDG en tenant compte des nouvelles tendances technologiques, compte-tenu de la diversité des solutions informatiques, afin de mieux répondre aux besoins exprimés par les collectivités et les agents.

Pour soutenir cette volonté de mutualisation d'envergure nationale, un projet de "schéma directeur informatique mutualisé des systèmes d'information des Centres de Gestion" (SDSI) a été mené sous l'égide de la Fédération Nationale des Centres De Gestion, avec la participation des coopérations informatiques actuelles et des Centres de Gestion.

La création d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP), visant uniquement la coopération informatique, s'inscrit dans cet élan de mutualisation dépassant les seuils des différentes coopérations informatiques portant actuellement les systèmes d'information.

Le GIP a vocation à rassembler l'ensemble des Centres de Gestion notamment en se substituant à ces coopérations, sans assumer l'éventuel passif lié à leurs activités.

Ainsi l'adhésion au GIP permet à chaque membre de participer à la gouvernance du GIP et de bénéficier des services et prestations mises en place dans le cadre de ce groupement, sous réserve du paiement des contributions et cotisations financières afférentes dont le montant est déterminé par le Conseil d'Administration et approuvé par l'Assemblée Générale.

**Vu** l'article 8 de la convention constitutive du groupement, portant création d'un capital nécessaire à la fondation du groupement et portant la part de chaque adhérent à la somme de 2 500 euros (montant total de 232 500 €, déterminé par rapport aux adhérents actuels). Chaque part du capital est fixée à 2 500 €. Chaque membre détient une seule part.

Dès lors, la création du compte 2761 « créances diverses » est nécessaire ainsi que l'inscription des 2 500 € ci avant précisés.

Cette modification est sans incidence sur le montant total des crédits inscrits en dépenses et en recettes d'investissement.

## **SECTION D'INVESTISSEMENT**

### **↳ Dépenses :**

#### **Chapitre 23 : IMMOBILISATIONS EN COURS :**

2313 : Constructions - 2 500,00 €

**Total Chapitre 23 : - 2 500,00 €**

#### **Chapitre 27 : DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES :**

2761 : Créances diverses + 2 500,00 €

**Total Chapitre 27 : + 2 500,00 €**

Le Conseil d'Administration,  
Après avoir entendu l'exposé de son Président,  
A l'unanimité des membres présents,

- *DECIDE* d'inscrire les crédits repris dans le détail ci-dessus et la création de l'article budgétaire correspondant.

Ainsi fait et délibéré en séance,  
à BRUAY-LA-BUISSIERE, le 8 juillet 2021

Le Président,

Joël DUQUENOY



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

**SLO**

ID : 062-286200027-20210708-2021\_28-DE

# DÉLIBÉRATION

2021/28

## **CONVENTION D'ADHESION AU SERVICE DE MEDECINE PROFESSIONNELLE ET PREVENTIVE**

### **- TARIFS DE LA PRESTATION -**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 8 Juillet 2021 à 9 heures 30, à la Maison du Parc de la Loisine à BEUVRY sous la présidence de M. Nicolas PICHONNIER, premier Vice-Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – Mme Maryse MARGEZ, Adjointe au Maire de LILLERS – M. Dominique DELECOURT, Président du SIVOM de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUChart, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etaient également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son chapitre 13 relatif à l'hygiène, la sécurité et la médecine préventive ;

**Vu** le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale ;

**Vu** l'ordonnance n° 2020-1447 du 25 novembre 2020 portant diverses mesures en matière de santé et de famille dans la Fonction Publique et notamment son chapitre 2 relatif aux instances médicales et à la médecine de prévention ;

**Vu** la délibération n° 2015/16 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais en date du 27 février 2015 créant un service de médecine professionnelle et préventive ;

**Vu** la délibération n° 2021/16 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais en date du 18 mars 2021 créant une nouvelle offre de santé en modifiant la convention d'adhésion au service de médecine professionnelle et le tarif de la prestation ;

**Considérant** la crise sanitaire liée à l'épidémie de la COVID 19 ;

Il convient de déterminer la date d'application de la nouvelle convention et la date de modification des tarifs.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *DETERMINE* la date d'application de la nouvelle convention de médecine au 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;
- ♦ *APPLIQUE* le nouveau coût du service à 110,00€ par an et par agent, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;

Ainsi fait et délibéré en séance,  
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 8 juillet 2021

Le Président,

Joël DUQUENOY



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

**SLO**

ID : 062-286200027-20210708-2021\_29-DE

# DÉLIBÉRATION

2021/29

## **ASSURANCE ANNULATION CONCOURS OU EXAMENS PROFESSIONNELS** **- AUTORISATION DE SIGNATURE DU MARCHE -**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 8 Juillet 2021 à 9 heures 30, à la Maison du Parc de la Loïse à BEUVRY sous la présidence de M. Nicolas PICHONNIER, premier Vice-Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – Mme Maryse MARGEZ, Adjointe au Maire de LILLERS – M. Dominique DELECOURT, Président du SIVOM de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etaient également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** le Code de la Commande Publique ;

**Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

**Vu** la délibération n°2019/38 autorisant le Président du Centre de Gestion du Pas-de-Calais à signer la convention constitutive d'un groupement de commandes en vue du lancement d'un marché public relatif à l'assurance annulation des activités de concours, examens professionnels et épreuves diverses ;

**Vu** l'acte d'engagement signé le 15 mars 2021 dans lequel le Centre de Gestion de la Somme précise qu'en sa qualité de coordonnateur du groupement de commandes, il signe pour le Président du Centre de Gestion du Pas-de-Calais ;

Monsieur le Président rappelle aux membres du Conseil d'Administration que la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale confie au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais l'organisation des concours et des examens professionnels.

Il indique que les assurances Incendie - Divers dommages aux biens et Responsabilité civile du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Département du Pas-de-Calais ne suffisent pas à couvrir l'ensemble des risques inhérents à l'organisation de tels concours.

Il expose que pour faire face à cette nature de risques, les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hauts-de-France ont souhaité s'associer en vue de retenir un même prestataire pour assurer les activités de concours afin d'obtenir des conditions plus avantageuses tant économiquement que techniquement et que dans ce cadre un groupement de commandé coordonné par le Centre de Gestion de la Somme a été mis en place.

Il précise que :

- la Commission d'Appel d'Offres s'est réunie et qu'un seul prestataire a répondu à l'appel d'offre : Gras Savoye, associé à Tokio Marine ;
- les risques couverts sont les suivants :
  - o Annulation du concours ou de l'examen suite à décision du Président du Jury anticipant une réclamation conduisant à l'annulation certaine par le Tribunal Administratif ;
  - o Convocations hors délais pour une cause hors du contrôle de l'organisateur ;
  - o Perte, destruction ou vol d'une ou de plusieurs copies empêchant la remise d'une note ;
  - o Absence des sujets d'une épreuve dans le centre d'examen ;
  - o Indisponibilité des locaux à l'intérieur desquels le concours doit avoir lieu, à la suite de tout événement accidentel ayant entraîné leur destruction ou leur détérioration ;
  - o Saisies des résultats erronées remettant en cause le classement des candidats ;
  - o Interrogation jugée « hors programme » par décision du Tribunal Administratif ;
  - o Interspersion des sujets et distribution des sujets d'une autre épreuve à la place des sujets de l'épreuve devant être normalement proposés ;
  - o Ouverture des enveloppes des sujets avant l'heure prévue ;
  - o Erreur dans l'énoncé des sujets y compris les coquilles pouvant être faite par l'imprimeur ;
  - o Interdiction d'accès ou évacuation du lieu de la manifestation ainsi que des gares ou aéroports permettant de s'y rendre, lorsque celles-ci résultent d'une décision des autorités compétentes en raison de circonstances mettant en péril la sécurité des personnes ;
  - o Impossibilité totale d'accès aux lieux de la manifestation en raison d'un événement naturel d'une intensité exceptionnelle rendant toute circulation impossible ;
  - o Grèves du personnel de surveillance de l'épreuve ;
  - o Deuil national dans la limite prévue par le décret d'application national (parution au Journal Officiel).

Il explique que le coût annuel pour le Centre de Gestion du Pas-de-Calais est constitué d'une part fixe de 1 800€ HT (soit 2 000€ TTC) correspondant à la garantie tous risques objets et d'une part variable calculée annuellement au vu des concours et examens professionnels organisés et du coût de leurs organisations lors des sessions précédentes affecté d'un taux de 1,30% HT (soit 1.42% TTC), que le contrat est prévu pour une durée de maximale de 5 ans, avec possibilité de résiliation annuelle pour les deux parties et qu'il prend effet pour les concours et examens professionnels 2021.

A titre indicatif, sur la base des concours et examens professionnels organisés les années antérieures, on peut estimer le coût du marché à 50 536,87€ TTC sur 5 ans.

Il propose au Conseil d'Administration d'autoriser le Président à signer le marché.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- *PREND ACTE* des éléments précédemment présentés
- *AUTORISE* le Président à signer tous les actes afférents à ce marché.

Ainsi fait et délibéré en séance,  
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 8 juillet 2021

Le Président,

Joël DUQUENOY





[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

**SLO**

ID : 062-286200027-20210708-2021\_30-DE

# DÉLIBÉRATION

2021/30

## **CONVENTION AVEC LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE** **- AVENANT TARIFAIRE -**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 8 Juillet 2021 à 9 heures 30, à la Maison du Parc de la Loisine à BEUVRY sous la présidence de M. Nicolas PICHONNIER, premier Vice-Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – Mme Maryse MARGEZ, Adjointe au Maire de LILLERS – M. Dominique DELECOURT, Président du SIVOM de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHAR, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etais également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

**Vu** le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la Fonction Publique Territoriale ;

**Vu** le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux Centres de Gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Monsieur le Président rappelle la nécessité d'avoir recours à des prestataires extérieurs pour assurer les missions inhérentes à la médecine préventive au sein des collectivités et établissements du département du Pas-de-Calais.

Il précise l'impossibilité actuelle de répondre à l'ensemble des besoins au sein du département.

Il expose que le Centre de Gestion du Pas-de-Calais a été amené à conventionner avec la Mutualité Sociale Agricole (M.S.A) au sujet de la médecine professionnelle des agents de la Fonction Publique Territoriale.

Il indique que cet organisme nous a fait parvenir par courrier en date du 21 avril 2021, un nouvel avenant tarifaire à la convention signée à l'origine en janvier 1995 et ceci à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2021, afin de fixer le montant de l'examen médical pratiqué.

Ainsi à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, le montant de la base tarifaire pour la visite médicale est fixé à 132,00 € TTC.

Pour information, la base tarifaire avait été fixée à 121,00 € pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2020.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *AUTORISE* le Président à signer ce nouvel avenant tarifaire à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Ainsi fait et délibéré en séance,  
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 8 juillet 2021

Le Président,

Joël DUQUENOY

## Avenant à la convention pour la médecine de prévention des agents des mairies

### ENTRE

**La Caisse de Mutualité sociale Agricole Nord – Pas de Calais** dont le siège social se situe 33 rue du Grand But à Capinghem, représentée par le Directeur général, Monsieur Franck-Etienne Rétaux,

### ET

**Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du département du Pas de Calais**, établissement public à caractère administratif, représenté par le Président,

### Article 1. Objet.

Le présent avenant a pour objet de préciser le coût forfaitaire de la contribution de médecine de prévention à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, confère la convention signée.

### Article 2. Modification tarifaire

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur - article D.717-12 du Code rural et de la pêche maritime et arrêté du 13 avril 2007 relatif à la limite des montants des participations dues par les établissements visés à l'article R 717-38 du code rural et de la pêche - le coût forfaitaire de la contribution de médecine de prévention 2021 est porté à 132,00 € T.T.C. à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Fait à Capinghem, le 21 avril 2021.

Le Directeur général

Le Président

Franck-Etienne Rétaux





[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

**SLO**

ID : 062-286200027-20210708-2021\_31-DE

## DÉLIBÉRATION

2021/31

### **CONVENTION ENTRE LE CENTRE DE GESTION DU PAS-DE-CALAIS, CAP EMPLOI PAS-DE-CALAIS CENTRE ET CAP EMPLOI FLANDRES-LITTORAL**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 8 Juillet 2021 à 9 heures 30, à la Maison du Parc de la Loisine à BEUVRY sous la présidence de M. Nicolas PICHONNIER, premier Vice-Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – Mme Maryse MARGEZ, Adjointe au Maire de LILLERS – M. Dominique DELECOURT, Président du SIVOM de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECANTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etaient également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

**Vu** la loi n°2005-102 du 11 février 2005 modifiée, pour l'égalité de participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

**Vu** le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale ;

**Vu** la convention entre le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais et le Cap Emploi Pas-de-Calais Centre signée le 1<sup>er</sup> février 2017 ;

**Vu** la convention entre le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais et le Cap Emploi Flandres-Littoral signée le 1<sup>er</sup> février 2017 ;

**Vu** la convention signée entre le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais et le FIPHFP signée le 28 octobre 2019 ;

Monsieur le Président rappelle que la précédente convention entre le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais et Cap Emploi Centre et Cap Emploi Flandres-Littoral est arrivée à son terme le 31 décembre 2017.

Il indique que cette convention définit la collaboration entre Cap Emploi (Centre et Flandres-Littoral) et le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais, au titre de l'insertion professionnelle, y compris par la voie de l'apprentissage et du maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap au sein des collectivités territoriales affiliées.

Il convient de procéder à la conclusion d'une nouvelle convention fixant les termes et les attendus de cette collaboration.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *VALIDE* la convention présentée en annexe ;
- ♦ *AUTORISE* le Président à signer ladite convention avec Cap Emploi Pas-de-Calais Centre et Cap Emploi Flandres-Littoral.

Ainsi fait et délibéré en séance,  
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 8 juillet 2021

Le Président,

Joël DUQUENOY



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

**SLO**

ID : 062-286200027-20210708-2021\_31-DE

## CONVENTION

### CONVENTION ENTRE LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU PAS-DE-CALAIS ET LE CAP EMPLOI PAS-DE-CALAIS CENTRE

Entre les soussignés :

**Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais, d'une part, ci-après dénommé CdG62**

Cité de la Fonction Publique Territoriale Pierre MAUROY  
Centre de Gestion du Pas-de-Calais  
Allée du Château - LABUISSIERE - BP 67  
62702 BRUAY-LA-BUISSIERE Cedex

Représenté par son Président, Joël DUQUENOY

ET

**L'organisme gestionnaire du Cap Emploi Pas-de-Calais centre, d'autre part, dénommé ci-après,**

ACTIPHE-SIME  
910 rue Commios  
62223 SAINT-LAURENT-BLANGY

Représenté par son Président, Dominique DUPUIS,

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu la loi N°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,  
Vu la loi N°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,  
Vu la loi N°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,  
Vu la convention entre l'Agefiph et le FIPHFP signée le 2 juillet 2008,  
Vu la convention Cap Emploi signée le 1<sup>er</sup> mars 2012,  
Vu la convention signée entre le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais et le FIPHFP le 13 août 2012,  
Vu la convention Cap Emploi signée le 27 février 2015,  
Vu l'avenant à la convention n°C-2012-0427 signé le 6 mai 2015,  
Vu l'avenant n°1 à la convention entre le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais et le Cap Emploi Pas-de-Calais centre signée le 22 juin 2015,  
Vu la convention SIEG signée entre le Pôle emploi, l'Agefiph et le FIPHFP le 01 janvier 2018.  
Vu la convention signée entre le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais et le FIPHFP le 28 octobre 2019.

Il est convenu ce qui suit :

## Préambule

Le cadre d'intervention du Centre de Gestion est défini par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, renforcé par la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale. Les compétences du Centre de Gestion en matière d'emploi territorial recouvrent différents types de missions. L'article 23-I de la loi de 1984 confère au Centre de Gestion une mission générale d'information sur l'emploi public territorial, pour l'ensemble des collectivités et établissements publics, et des agents territoriaux en relevant, ainsi que des candidats à un emploi public territorial. Cet article stipule également que le Centre de Gestion assure pour leurs fonctionnaires et pour l'ensemble des fonctionnaires des collectivités territoriales et établissements publics affiliés, un certain nombre de missions relatives à l'emploi et à la gestion des carrières. Parmi ces missions, figurent en particulier la publicité des créations et vacances d'emplois et le reclassement des fonctionnaires devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions.

Par application de la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, qui leur confère une mission de service public et dans le cadre de la convention qu'ils signent avec l'Etat, l'Agefiph et le FIPHFP, en tant qu'organismes de placement spécialisés, les Cap Emploi sont chargés de l'accompagnement vers et dans l'emploi durable des personnes handicapées dans le secteur privé et public.

Leur intervention se situe dans le cadre d'un partenariat avec l'ensemble des acteurs concernés, organisé par l'Etat, dans le cadre du pilotage de la politique d'emploi des travailleurs handicapés, avec le service public de l'emploi, l'Agefiph et le FIPHFP.

Aussi, conformément aux termes de la convention SIEG qu'il a signé avec l'Etat, l'Agefiph, le FIPHFP et le Pôle emploi, le Cap Emploi apporte son concours et son expertise au Centre de Gestion, selon les modalités décrites ci-après.

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit la collaboration avec le Cap Emploi Pas-de-Calais centre et le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du département du Pas-de-Calais, au titre de l'insertion professionnelle, y compris par la voie de l'apprentissage, et du maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap au sein des collectivités territoriales affiliées.

Au-delà de cette contribution, le Centre de Gestion peut confier la délivrance d'autres services ou prestations à l'organisme gestionnaire du Cap Emploi, par convention distincte (dont une copie est transmise au représentant local du FIPHFP), dès lors que ces services ou prestations ne relèvent pas du champ de la convention Cap Emploi ni n'interfèrent avec la délivrance de son offre de services.

## ARTICLE 2 : MODALITES DE COLLABORATION

Au titre de l'activité financée par le FIPHFP, le Cap Emploi contribue à l'insertion professionnelle et au maintien dans l'emploi des personnes handicapées bénéficiaires de l'obligation d'emploi définie à l'article L 5212-13 du Code du Travail au sein des collectivités locales affiliées au Centre de Gestion.

Dans le cadre de la convention Centre de Gestion – FIPHFP, le Centre de Gestion recense les besoins et accompagne les collectivités et établissements publics affiliés et sollicite pour leur compte le Cap Emploi pour la mise en œuvre d'un des services à l'employeur ou services communs dans le cadre du recrutement, du maintien ou d'une transition professionnelle.

Dans le cas où un employeur public affilié au CdG62 sollicite un ou plusieurs services Cap Emploi à l'employeur, conformément aux termes de la convention Cap Emploi et en particulier de son annexe 1, le Cap Emploi en informe le CdG62.

## ARTICLE 3 : OBJECTIFS DE LA CONVENTION



## **Développer l'information, la communication et la sensibilisation des agents en situation de handicap :**

- Mise en place d'actions de sensibilisation auprès d'encadrants, d'agents en appui du CdG62 ;
- Rédaction d'articles, témoignages pour les publier sur le site internet du CdG62 ;
- Co-organisation d'un événement annuel sur la thématique de l'emploi des personnes handicapées.

Ces actions conjointement menées vont permettre de promouvoir le recrutement, l'apprentissage et le maintien dans l'emploi des BOETH.

## **Favoriser le recrutement de travailleurs handicapés en situation de handicap dans la fonction publique :**

Le CdG62, par la cellule handicap, réalise un diagnostic préalable des besoins en emploi de la collectivité et propose un accompagnement adapté aux besoins de l'employeur.

Le Cap emploi pourra intervenir en appui du CdG62 pour :

- Proposer des candidatures adaptées ;
- Préparer du public pour répondre aux besoins des collectivités : le Cap emploi pourra s'associer à des actions de préparation de publics pour notamment le service de remplacement en collaboration avec le Pôle emploi ;
- Accompagner la pérennisation des contrats aidés ;
- Accompagner le CdG62 dans la mise en place d'actions inter-employeurs publics

Ces actions seront menées et suivies de manière opérationnelle par la référente Handicap du CdG62, la responsable du service de remplacement et par les personnes ressource FP du Cap emploi.

## **Favoriser le recrutement par l'alternance :**

Le CdG62 pourra interpeller le Cap emploi dès lors qu'un besoin est détecté. Ainsi le Cap emploi pourra positionner du public DEBOE.

Le CdG62 et le Cap emploi pourront travailler conjointement sur la mise en place des aides à l'alternance (aides de droit commun et/ou spécifiques) et d'actions territoriales dédiées.

## **Favoriser le maintien dans l'emploi et les transitions professionnelles :**

Le Cap emploi s'engage à s'articuler avec :

- Le service handicap du pôle prévention du CdG62 : utilisation d'une fiche de liaison pour solliciter le Cap emploi, relais au CdG62 des interventions en cours une fois par semestre, information des collectivités sur les possibilités d'accompagnement du CdG62 (appui sur les demandes en ligne...), suivi des agents 6 mois après l'intervention du Cap emploi,
- Le service de médecine professionnelle et préventive : présentation de l'OS du Cap emploi département maintien aux médecins de prévention et à l'équipe pluridisciplinaire afin d'augmenter les synergies et la détection de situations précoces par le service médical, possibilité de solliciter le Cap emploi, de participer aux interventions, envoi de CR, informations sur le suivi des agents...
- Le service Handicap sur la thématique des transitions professionnelles (internes et externes) : le Cap emploi pourra intervenir en complémentarité et en appui du CdG62 dans le cadre de la compensation du handicap en opportunité pour les agents en transition professionnelle (besoin de mobiliser un outil spécifique, besoin d'un aménagement de poste...).  
Après définition du besoin (en collaboration avec le médecin du travail) l'employeur collaborera avec Cap Emploi et la référente Handicap du CdG62 pour la mise en place de la prestation et l'accompagnement de la demande de subvention.

## **ARTICLE 4 : SUIVI DE LA CONVENTION**

Le suivi de la convention et du partenariat sera réalisé 1 fois par trimestre. Une rencontre permettra d'échanger sur les aspects quantitatifs et qualitatifs du partenariat (échange de tableaux de suivi des accompagnements en cours dès que nécessaire).

Le Cap emploi s'engage à participer au comité de pilotage de la convention FIPHFP-CDG de manière semestrielle.



## ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à la date du 1<sup>er</sup> Juillet 2021 et reste valable jusqu'au 31 décembre 2022 (fin de la convention SIEG).

La convention pourra être dénoncée par les parties, dans un délai de trois mois suivant la notification par lettre recommandée envoyée à la partie co-signataire, notamment en cas de non respect des engagements d'une des parties ou de modification substantielle des dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles régissant leur action (une copie de la lettre de dénonciation est adressée au FIPHFP).

Fait à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le

*En trois exemplaires originaux (dont un pour le FIPHFP)*

Pour le Cap Emploi Pas-de-Calais Centre,  
Le Président,

Pour le Centre de Gestion,  
Le Président,

Dominique DUPUIS

Joël DUQUENOY



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

**SLO**

ID : 062-286200027-20210708-2021\_32-DE

# DÉLIBÉRATION

2021/32

## **GROUPEMENT DE COMMANDE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF DE SIGNALLEMENT DES ACTES DE VIOLENCE, DE DISCRIMINATION, DE HARCELEMENT ET D'AGISSEMENTS SEXISTES DANS LA FONCTION PUBLIQUE**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 8 Juillet 2021 à 9 heures 30, à la Maison du Parc de la Loisine à BEUVRY sous la présidence de M. Nicolas PICHONNIER, premier Vice-Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – Mme Maryse MARGEZ, Adjointe au Maire de LILLERS – M. Dominique DELECOURT, Président du SIVOM de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHAR, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etaient également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

**Vu** le décret 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique précise les conditions d'application de l'article 6 quater A de la loi 83-634 susvisée ;

**Considérant** que le Centre de Gestion a été sollicité par des collectivités du Pas-de-Calais en vue de la mise en place, pour leur compte, de ce dispositif de signalement ;

Le Président expose que l'article 6 quater A de la loi 83-634 portant droits et obligations des fonctionnaires, dite loi Le Pors dispose que les administrations, collectivités et établissements publics mentionnés mettent en place, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat, un dispositif de signalement qui a pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés ainsi que ceux des témoins de tels agissements et que l'article 26-2 de la loi 84-53 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale dispose que les Centres de Gestion mettent en place ce dispositif, pour les collectivités qui en font la demande.

Il indique que le dispositif cité en objet comprend 3 procédures :

1. Procédure de recueil et d'information sur les suites données
2. Procédure d'orientation vers les structures pouvant accompagner la victime potentielle (psychologue, associations, police...)
3. Procédure de mise en place d'enquêtes administratives et de protection fonctionnelle (prise en charge des frais mais également modalités pour mettre fin au plus vite à la situation)

Il précise que le Centre de Gestion du Pas-de-Calais ne dispose pas des moyens qui permettraient de répondre aux besoins des 40 collectivités ayant répondu à l'enquête pour 4941 agents (6 collectivités intéressées par lot 1 et 40 collectivités intéressées par les lots 1 et 2).

Il propose aux membres du conseil d'administration de passer un marché avec un ou plusieurs prestataires spécialisés dans le suivi et le traitement de ces situations qui couvrirait les 3 procédures de la manière suivante :

- Lot 1 : fourniture d'un outil dématérialisé permettant de recueillir les signalements des agents et d'en assurer le suivi ; selon un coût forfaitaire, facturé au CdG pour les collectivités et établissements adhérents à la prestation. Ce coût est pris en charge par le Centre de Gestion pour les collectivités et établissements publics affiliés au Centre de Gestion et refacturé aux collectivités non affiliées.
- Lot 2 : prestation de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations correspondant aux termes du décret suscité, facturés par le prestataire directement aux adhérents (affiliés et non affiliés).

Il précise que les collectivités non affiliées au CdG62 auront la possibilité d'adhérer au lot 1 du dispositif moyennant un remboursement du coût au prorata du nombre d'agents fonctionnaires et contractuels dans leur collectivité.

Il indique par ailleurs que les Centres de Gestion de l'Oise et la Somme sont intéressés par la démarche et propose au conseil d'administration de mettre en place un groupement de commande dont le CdG62 serait le porteur et dont le fonctionnement est détaillé dans la convention de groupement de commande annexée à la présente délibération. A titre indicatif, les 3 départements couvrent environ 70 000 agents territoriaux fonctionnaires et contractuels.

Si 10% des agents étaient couverts par ce marché, au regard des tarifications existantes dans d'autres Centre de Gestion inscrits dans la même démarche, le montant pourrait atteindre 2 000 000€. Il préconise donc de lancer ce marché en procédure formalisée.

Il demande au Conseil d'Administration :

- de l'autoriser à lancer le marché suscité ainsi que tous les actes y afférents ;
- de l'autoriser à signer la convention de groupement de commande ;
- de l'autoriser à émettre les mandats correspondants.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- *AUTORISE* le Président à lancer le marché suscité ainsi que tous les actes y afférents ;
- *AUTORISE* le Président à signer la convention de groupement de commande ;
- *AUTORISE* le Président à émettre les mandats correspondants.

Ainsi fait et délibéré en séance,  
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 8 juillet 2021

Le Président,

Joël DUQUENOY



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

**SLO**

ID : 062-286200027-20210708-2021\_32-DE

## CONVENTION

### **Convention constitutive d'un groupement de commande entre les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais, de l'Oise et de la Somme en vue du lancement d'un marché public relatif à la mise en œuvre du décret 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique**

Vu la délibération n°.....du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas de Calais du 8 juillet 2021 autorisant Monsieur Joël DUQUENOY, Président, à signer la présente convention constitutive de groupement de commande ;

Vu la délibération n°.....du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Oise du ..... 2021 autorisant Monsieur Alain VASSELLE, Président, à signer la présente convention constitutive de groupement de commande ;

Vu la délibération n°.....du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Somme du ..... 2021 autorisant Monsieur Claude CLIQUET, Président, à signer la présente convention constitutive de groupement de commande ;

Considérant que l'article 6 quater A de la loi 83-634 portant droits et obligations des fonctionnaires, dite loi Le Pors dispose que les administrations, collectivités et établissements publics mentionnés mettent en place, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat, un dispositif de signalement qui a pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés ainsi que ceux des témoins de tels agissements ;

Considérant que l'article 26-2 de la loi 84-53 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale dispose que les Centres de Gestion mettent en place ce dispositif, pour les collectivités qui en font la demande ;

Considérant que le décret 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique précise les conditions d'application de l'article 6 quater A de la loi 83-634 susvisé ;

Considérant que les Centres de Gestion susvisés ont été sollicités par des collectivités de leur ressort géographique ;

Considérant que les 3 acheteurs ont un intérêt commun à s'associer et à obtenir un ou des prestataire(s) pour la mise en œuvre de ce dispositif pour les collectivités et établissements publics de leur ressort géographique pour obtenir des conditions économiquement que techniquement ;

Considérant qu'il y a lieu de faire application des dispositions susvisées et de créer, entre le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Département du Pas-de-Calais et les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Oise et de la Somme, un groupement de commande pour le lancement d'un marché public ;

Considérant qu'il y a lieu, dès lors, de définir les règles de fonctionnement de ce groupement conformément à l'article L.2113-7 du Code la Commande publique ;

## **IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ LES DISPOSITIONS CI-APRÈS EXPOSÉES**

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention constitutive de groupement de commande**

La présente convention constitutive porte sur la création d'un groupement de commande, en application des dispositions des articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code la Commande Publique entre le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Département du Pas de Calais et les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Oise et de la Somme en vue du lancement d'un marché ayant pour objet la mise en place pour leur compte d'un dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes au profit des agents des collectivités et établissements publics locaux de ces départements y compris les agents des Centres de Gestion (en tant qu'employeur), qui intègre la collecte, l'écoute, le traitement et le suivi des signalements de cas avérés ou supposés de discriminations résultant de comportements individuels ou collectifs au sein des collectivités et établissements bénéficiaires ainsi que des faits de violence sexiste, sexuelle et de harcèlement moral, sexuel et sexiste aux sens définis par le droit en la matière et aux orientations données par le défenseur des droits.

### **Article 2 : Prestations objets de la constitution du groupement de commande**

Le ou les prestataires fourniront un outil dématérialisé permettant de recueillir les signalements des agents et d'en assurer le suivi (lot 1) ainsi qu'une prestation de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations correspondant aux termes du décret suscité (lot 2).

Les collectivités et établissements publics qui le souhaitent pourront adhérer au dispositif de la prestation via une convention entre l'adhérent, le(s) prestataires(s) et le CdG du département concerné, qui pourra intervenir à tout moment pendant la durée de validité du marché.

### **Article 3: Règles du Code de la Commande publique applicables au groupement**

Le groupement sera soumis, pour le lancement du marché, au respect des règles applicables aux établissements publics posées par le Code de la Commande Publique.

La procédure de passation est celle de l'appel d'offres ouvert européen, conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2-1° du Code de la Commande Publique.

La consultation donnera lieu à la conclusion d'un marché passé selon une procédure formalisée.

### **Article 4 : Identification du coordonnateur du groupement de commandes**

Il est convenu entre les parties que le Centre de Gestion de la Fonction publique Territoriale du Pas-de-Calais assurera les fonctions de coordonnateur de ce groupement de commande.

Il sera chargé de mener toute la procédure de passation jusqu'à la notification du marché public.

Le siège du coordonnateur est situé Allée du Château – Labuissière - BP67 - 62702 BRUAY LA BUISSIÈRE Cedex

### **Article 5: Règles de fonctionnement du groupement**

La présente convention confie au coordonnateur la charge de mener toute la procédure de passation (cf. 5.1).

La présente convention ne confie pas au coordonnateur la charge de l'exécution des marchés au nom et pour le compte des autres membres (cf. 5.2).

#### **Article 5.1 : Procédure de passation**

Le coordonnateur sera chargé de recueillir les besoins des membres du groupement.

Également, il devra pourvoir à l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation. A cet effet, il procédera à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du co-contractant du groupement.

Le coordonnateur élaborera l'ensemble du dossier de consultation des entreprises incluant l'ensemble des pièces administratives et techniques nécessaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation.

Le cahier des charges concernant les besoins des membres du groupement sera validé par ces derniers avant le lancement de l'appel public à la concurrence. A cette fin, les services du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais transmettront, par tout moyen, le dossier de consultation des entreprises aux différents membres du groupement aux fins de validation.

Le coordonnateur assure l'ensemble des opérations de sélection des prestataires notamment :

- rédaction et envoi des avis d'appels publics à la concurrence ;
- analyse des candidatures et des offres;
- audition éventuelle des candidats ;
- secrétariat de la commission chargée de désigner le titulaire du marché ;
- information des candidats ;

il y associe les membres du groupement en tant que de besoin.

Le coordinateur sera chargé de signer et notifier le marché avec les prestataires retenus, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de sa bonne exécution.

#### **Article 5.2 : Exécution des marchés**

Il est entendu que chaque membre exécutera en son nom  
conclus.

## **Article 6 : Obligation des membres du Groupement**

Chaque membre du groupement s'engage à :

- respecter le choix du(des) titulaire(s) du(des) marché(s).
- s'acquitter de sa participation financière selon les termes et conditions prévus à l'article 10 ci-après;
- assurer le suivi des conventions passées avec les collectivités et établissements de leur ressort géographique dans le cadre du marché

## **Article 7 : Constitution de la Commission d'Appel d'Offres**

Les Centres de gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Oise et de la Somme acceptent que la Commission d'Appel d'Offres du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Département du Pas-de-Calais, coordonnateur du groupement, soit chargée de l'attribution du marché concerné, étant précisé que les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Oise et de la Somme pourront envoyer un représentant assister aux débats de ladite commission, avec voix délibérative.

La C.A.O. du groupement sera présidée par le Président de la Commission d'Appel d'Offres du coordonnateur.

## **Article 8 : Durée du Groupement**

Le groupement est conclu à compter de la notification du présent acte, jusqu'à la fin prévisionnelle du marché.

Le marché public sera conclu pour une durée maximale de 1 an, renouvelable 1 fois à compter de sa notification au titulaire.

La date de prise d'effet du marché est prévue le 1er janvier 2022.

## **Article 9 : Retrait**

Le retrait d'un membre devra respecter la procédure suivante : la partie souhaitant se retirer enverra une lettre recommandée avec accusé de réception de mise en demeure aux autres membres du groupement, invitant ces derniers à présenter leurs observations sur les motifs invoqués pour justifier le retrait.

Les autres membres disposeront de quinze jours à compter de la réception de ladite lettre recommandée pour présenter leurs observations.

A l'expiration de ce délai, la partie souhaitant se retirer pourra, si elle n'a pas changé sa position, le faire de plein droit par simple envoi aux autres parties, d'une lettre recommandée avec accusé de réception en ce sens

## **Article 10 : Dispositions financières**

La mission du coordonnateur du groupement de commande ne donne pas lieu à rémunération.

Les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Oise et de la Somme rembourseront chacun au Centre de Gestion du Pas-de-Calais un tiers des frais relatifs à la consultation (*frais d'annonce, factures afférentes au marché qui seront émises par les prestataires retenus*).



### **Article 11 : Responsabilités**

Chaque membre est responsable, pour ce qui le concerne, de la convention constitutive de groupement de commande.

Le coordonnateur est responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention. Il fera son affaire de tous les risques pouvant provenir de son activité.

### **Article 12 : Modifications de l'acte constitutif**

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par les autres membres du groupement.

La modification ne prend effet que lorsque les trois parties auront approuvé les modifications

### **Article 13 : Litiges**

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sera porté pour sa résolution devant le Tribunal Administratif de Lille, après épuisement des voies de recours amiables.

Fait en 3 exemplaires originaux, à Bruay-la-Buissière, le



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

**SLO**

ID : 062-286200027-20210708-2021\_33-DE

# DÉLIBÉRATION

2021/33

## MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 8 Juillet 2021 à 9 heures 30, à la Maison du Parc de la Loisine à BEUVRY sous la présidence de M. Nicolas PICHONNIER, premier Vice-Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – Mme Maryse MARGEZ, Adjointe au Maire de LILLERS – M. Dominique DELECOURT, Président du SIVOM de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etaient également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 34 ;

**Vu** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale ;

**Vu** le décret n° 88-547 du 06 mai 1988 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux ;

**Vu** le décret n° 2006-1691 du 22 décembre 2006 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux ;

**Vu** le décret 2019-1414 du 19 décembre 2019 modifié, relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir des emplois permanents de la fonction publique territoriale ouverts aux agents contractuels ;

**Vu** la délibération n° 2021/20 en date du 27 mai 2021 portant institution du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;

**Vu** le précédent tableau des emplois modifié et adopté par l'organe délibérant en date du 27 mai 2021 ;

Le Président rappelle à l'assemblée que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il précise donc qu'il appartient au Conseil d'Administration de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre les avancements de grade.

Il indique qu'il y a la nécessité de créer un emploi, pour tenir compte de l'évolution des postes de travail, des missions assurées et des nécessités de service :

Le Président propose à l'assemblée :

➤ La création d'un emploi permanent, à temps complet, suivant :

- Un poste **d'assistant système et réseau** au sein du service informatique et réseau, de catégorie C, ouvert aux cadres d'emplois :
  - des agents de maîtrise territoriaux au grade d'agent de maîtrise ;
  - des adjoints techniques territoriaux aux grades d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe, d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe et d'adjoint technique

Il précise que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions ne postule, un contractuel pourra être recruté dans les conditions fixées à l'article 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984. Il devra justifier d'une formation de gestion en maintenance et support informatique, une bonne connaissance des systèmes d'exploitation et d'une expérience professionnelle avérée. Les contrats relevant des articles 3-3 sont d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux et des adjoints techniques territoriaux, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement ainsi que les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

Le tableau des emplois permanents est ainsi modifié, comme suit :

FILIERE TECHNIQUE

**Cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux**

Grade : agent de maîtrise territorial, à temps complet  
ancien effectif : 1 – nouvel effectif : 2

**Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux**

Grade : adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe, à temps complet  
ancien effectif : 0 – nouvel effectif : 1

Grade : agent technique principal de 2<sup>ème</sup> classe, à temps complet  
ancien effectif : 1 – nouvel effectif : 2

Grade : adjoint technique, à temps complet  
ancien effectif : 3 – nouvel effectif : 4

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- *ADOpte* la modification du tableau des effectifs ainsi proposée, qui prendra effet à compter du 09 juillet 2021 ;
- *PRECISE* qu'un tableau des emplois reprenant l'ensemble des postes et des emplois permanents et non permanents, est annexé au présent document ;
- *PRECISE* que les crédits correspondants seront inscrits au budget, chapitre 012.

Ainsi fait et délibéré en séance,  
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 08 juillet 2021

le Président,

Joël DUQUENOY

10

**TABEAU DES EMPLOIS PERMANENTS AU 08 JUILLET 2021 - CDG 62**

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

ID : 062-286200027-20210708-2021\_33-DE

**SLO**

**EFFECTIFS POSTES BUDGETAIRES POURVUS**

**POURVUS**

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL			
Filière Administrative	A	Emplois de collaborateur de cabinet			1	0	1
		Collaborateur de cabinet			1	0	1
		Emplois fonctionnels			4	4	0
		Directeur Général des Services d'un Centre de Gestion assimilé à une commune de 80 000 à 150 000 habitants	Directeur Général des Services	Temps complet	1	1	0
		Directeur Général des Services Adjoint d'un Centre de Gestion assimilé à une commune de 40 000 à 150 000 habitants	Directeur Général Adjoint des Services	Temps complet	3	3	0
		Cadre d'emplois des administrateurs territoriaux			1	0	1
		Administrateur général	Directeur Général des Services	Temps complet	1	0	1
		Cadre d'emploi des attachés territoriaux			11	6	5
		Directeur	Directeur Général Adjoint	Temps complet	1	0	1
		Attaché hors classe	Directeur Général Adjoint	Temps complet	1	0	1
		Attaché principal	Directeur Général Adjoint	Temps complet	2	0	2
			Directeur des Ressources Humaines	Temps complet	1	1	0
		Attaché	Responsable du pôle santé	Temps complet	1	1	0
			Responsable du pôle carrières/instances paritaires	Temps complet	1	1	0
			Responsable du pôle finances	Temps complet	1	1	0
			Responsable des marchés publics	Temps complet	1	1	0
			Responsable du Conseil statutaire et juridique	Temps complet	1	1	0
			Conseiller statutaire	Temps complet	1	0	1
		Cadre d'emploi des Rédacteurs territoriaux			18	16	81
			Responsable de l'archivage et du suivi de la documentation	Temps complet	1	1	0
			Responsable de la communication, de l'accueil et de la qualité	Temps complet	1	1	0
			Chargé de communication	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire des marchés publics	Temps complet	1	1	0

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	Envoyé en préfecture le 09/07/2021 Reçu en préfecture le 09/07/2021 Affiché le	POSTES NON BUDGETAIRES	POSTES BUDGETAIRES	POSTES NON BUDGETAIRES
	B	Rédacteur principal de 1ère classe	Cheffe de projet" pilotage du projet d'administration"	Temps complet	ID : 062-286200027-20210708-2021_33-DE	80		
			Responsable de secteur	Temps complet	1	1	0	
			Responsable partenariat CNRACL	Temps complet	1	1	0	
			Responsable ou responsable adjoint	Temps complet	1	1	0	
			Responsable au développement de l'emploi public	Temps complet	1	1	0	
			Responsable des concours	Temps complet	1	1	0	
			Chargé du suivi des lauréats et des intervenants concours	Temps complet	1	1	0	
		Adjointe de gestion Ressources Humaines		Temps complet	1	1	0	
		Rédacteur principal de 2ème classe	Responsable de la paie	Temps complet	1	1	0	
			Responsable du Service Remplacement	Temps complet	1	1	0	
		Rédacteur	Gestionnaire statistiques GPE	Temps complet	1	1	0	
			Chargé de mission ACTES	Temps complet	1	0	1	
			Responsable du Pôle recettes	Temps complet	1	1	0	
			Responsable des droits syndicaux	Temps non complet 20h	1	1	0	

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	Envoyé en préfecture le 09/07/2021 Reçu en préfecture le 09/07/2021 Affiché le	POSTES NON BUDGETAIRES	POSTES POUR VUS
Filière Administrative	C	Cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux			ID : 062-286200027-20210708-2021_33-DE	7	
		Adjoint administratif principal de 1ère classe	Assistante à la Direction Générale	Temps complet	1	1	0
			Responsable de la gestion carrière	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire d'arrondissement	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire administrative	Temps complet	1	1	0
			Agent de gestion administrative	Temps complet	1	1	0
			Secrétaire administrative Comité médical / Commission de réforme	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire du service handicap	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire des assurances statutaires	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire paie et compte analytique	Temps complet	1	1	0
			Assistante de direction	Temps complet	1	1	0
			Agent de gestion administrative	Temps complet	3	2	1
			Agent d'accueil	Temps complet	1	1	0
			Agent du service de remplacement	Temps complet	4	4	0
		Adjoint administratif principal de 2ème classe	Agent d'accueil	Temps complet	1	1	0
			Agent de gestion financière	Temps complet	1	1	0
			Agent de gestion administrative	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire des marchés publics et de la plateforme	Temps complet	1	1	0
			Secrétaire administrative au Comité médical	Temps complet	4	3	1
			Gestionnaire administrative	Temps complet	1	0	1
			Agent de gestion administrative	Temps complet	3	3	0



FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	Envoyé en préfecture le 09/07/2021 Reçu en préfecture le 09/07/2021 Affiché le		POSTES NON BUDGETAIRES POURvus
					ID : 062-286200027-20210708-2021_33-DE		
			Agent du service de remplacement	Temps complet	3	1	2
			Gestionnaire de la bourse de l'emploi	Temps complet	1	1	0

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	Envoyé en préfecture le 09/07/2021 Reçu en préfecture le 09/07/2021 Affiché le	EFFECTIFS BUDGETAIRES	POSTES POURvus	POSTES NON
			Agent de gestion administrative et comptable	Temps complet	ID : 062-286200027-20210708-2021_33-DE		0	
			Gestionnaire des archives	Temps complet		1	1	0
			Agent polyvalent	Temps complet		1	1	0
			Gestionnaire d'arrondissement	Temps complet		3	2	1
			secrétaire médicale	Temps complet		1	1	0
			Agent de gestion administrative	Temps complet		4	4	0
			Secrétaire administrative Comité médical / Commission de réforme	Temps complet		2	1	1
			Agent d'accueil	Temps complet		1	1	0
			Secrétaire administrative Commission de réforme	Temps complet		1	1	0
			Secrétaire chargé de la coordination des antennes médicales	Temps complet		1	1	0
			Gestionnaire du développement de l'emploi	Temps complet		1	1	0
			Agent de gestion administrative et comptable	Temps non complet 30h		1	1	0

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	Envoyé en préfecture le 09/07/2021 Reçu en préfecture le 09/07/2021 Affiché le	POSTES NON BUDGETAIRES	POSTES POUR VUS
Filière Technique	A	Cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux			ID : 062-286200027-20210708-2021_33-DE	0	
		Ingénieur principal	Chargé de mission UNI	Temps complet	1	1	0
			Délégué à la protection des données	Temps complet	2	2	0
	B	Cadre d'emploi des techniciens territoriaux			4	3	1
		Technicien principal de 1ère classe	Responsable du service reprographie	Temps complet	1	1	0
		Technicien principal de 2ème classe	Responsable du service technique	Temps complet	1	1	0
			Responsable du Système d'information	Temps complet	1	1	0
		Technicien	Chargé de mission ACTES	Temps complet	1	0	1
	C	Cadre d'emploi des agents de maîtrise territoriaux			6	4	2
		Agent de maîtrise principal	Assistant Systèmes et réseaux	Temps complet	1	0	1
			Préventeur	Temps complet	1	1	0
			Imprimeur, reprographe/gestionnaire des stocks	Temps complet	1	1	0
		Agent de maîtrise	Assistant Systèmes et réseaux	Temps complet	1	0	1
		Agent de maîtrise	Responsable du service entretien et parc auto	Temps complet	1	1	0
		Agent de maîtrise	Agent d'entretien des locaux	Temps non complet 28 h	1	1	0

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	Envoyé en préfecture le 09/07/2021 Reçu en préfecture le 09/07/2021 Affiché le ID : 062-286200027-20210708-2021_33-DE		
Filière Technique	C	Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux					
		Adjoint technique principal de 1ere classe	Assistant Systèmes et réseaux	Temps complet	1	0	1
		Adjoint technique principal de 2ème classe	Assistant Systèmes et réseaux	Temps complet	1	0	1
		Adjoint technique principal de 2ème classe	Webmaster	Temps complet	1	1	0
		Adjoint Technique	Assistant Systèmes et réseaux	Temps complet	1	0	1
		Adjoint Technique	Agents techniques polyvalents	Temps complet	3	3	0
			Agent d'entretien des locaux	Temps non complet 25h	1	1	0
			Agents d'entretien des locaux	Temps non complet 20h	2	2	0
Filière Culturelle Patrimoine et Bibliothèque	A	Cadre d'emplois des attachés de conservation du patrimoine			1	0	1
		Attaché de conservation du patrimoine	Archiviste numérique et itinérant	Temps complet	1	0	1
	C	Cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine			1	1	0
		Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	Archiviste	Temps complet	1	1	0
Filière Médico Sociale	A	Cadre d'emplois des médecins territoriaux			6	4	2
		Médecin hors classe	Médecin coordonnateur	Temps complet	1	1	0
			Médecin de prévention	Temps complet	3	2	1
			Médecin collaborateur	Temps complet	2	1	1
		Cadre d'emplois des psychologues territoriaux			1	1	0
		Psychologue de classe normale	Psychologue du travail	Temps complet	1	1	0
		Cadre d'emplois des infirmiers territoriaux			5	3	2
		Infirmier en soins généraux hors classe	Infimière en santé au travail	Temps complet	1	1	0
		Infirmier en soins généraux de classe normale	Infimière en santé au travail	Temps complet	4	2	2

TABLEAU DES EMPLOIS NON PERMANENTS AU 08 JUILLET 2021

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le 10/07/2021

ID : 062-286200027-20210708-2021033-DE

FILIERES	CATEGORIE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	B	POSTES SLO	POSTES NON FOURNIS
Filière Administrative	A	Cadre d'emploi des attachés territoriaux		4	0	4
		Agent du service de remplacement	Temps complet	3	0	3
		Conseiller statutaire	Temps complet	1	0	1
	B	Cadre d'emploi des Rédacteurs territoriaux		5	0	5
		Agent du service de remplacement	Temps complet	5	0	5
	C	Cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux		40	10	30
		Agent du service de remplacement	Temps complet	31	4	27
		Agent administratif	Temps complet	5	2	3
		Gestionnaire de la convention FIPHP	Temps complet	1	1	0
		Opérateur de numérisation	Temps complet	1	1	0
		Assistante de gestion administrative	Temps complet	1	1	0
		Gestionnaire concours/ agent administratif	Temps complet	1	1	0
Filière Technique	C	Cadre d'emploi des agents de maîtrise territoriaux		5	0	5
		Agent du service de remplacement	Temps complet	5	0	5
	C	Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux		8	0	8
		Agent d'entretien des locaux	T.N.C (20 h)	3	0	3
		Agent d'entretien polyvalent	Temps complet	5	0	5



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

**SLO**

ID : 062-286200027-20210708-2021\_34-DE

## DÉLIBÉRATION

2021/34

### OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PRIVE PAR LA VILLE DE BRUAY-LA-BUISSIÈRE

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 8 Juillet 2021 à 9 heures 30, à la Maison du Parc de la Loisine à BEUVRY sous la présidence de M. Nicolas PICHONNIER, premier Vice-Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – Mme Maryse MARGEZ, Adjointe au Maire de LILLERS – M. Dominique DELECOURT, Président du SIVOM de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etaient également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code général de la propriété des personnes publiques ;

**Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

**Vu** le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale ;

**Vu** le courrier réceptionné le 2 juin 2021 de Monsieur Ludovic PAJOT, maire de Bruay-la-Buissière, sollicitant l'accès aux terrains jouxtant notre établissement pour tirer le mardi 13 juillet 2021 le traditionnel feu d'artifice.

Monsieur le Président informe le Conseil d'administration que la ville de Bruay-la-Buissière demande l'autorisation d'accéder aux terrains jouxtant notre établissement afin d'y tirer, le 13 juillet 2021, le traditionnel feu d'artifice.

Il précise que le domaine du Centre de Gestion constituerait un terrain propice pour les festivités de la fête nationale du 14 juillet, c'est pourquoi la ville de Bruay-la-Buissière a sollicité la mise à disposition, à titre gracieux, d'un domaine comprenant le Donjon afin d'y organiser un feu d'artifice.

Il indique que cette occupation s'effectuerait du 13 juillet 2021 à 9 heures jusqu'au 14 juillet 2021 à 2 heures, et que la convention d'occupation de notre domaine privé figure en annexe de la présente délibération.

Il propose que le Centre de Gestion mette à disposition son domaine, car cela contribuerait à maintenir les festivités de la fête nationale du 14 juillet.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *AUTORISE* le Président à signer la convention d'occupation du domaine privé qui se trouve en annexe de la présente et à prendre tous les actes relatifs à la mise en œuvre de cette occupation.

Ainsi fait et délibéré en séance,  
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 8 juillet 2021

Le Président,

Joël DUQUENOY



## **Convention d'occupation temporaire du domaine privé par la ville de Bruay-la-Buissière**

### **ENTRE :**

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais, désigné ci-après sous le terme « le Centre de Gestion », installé Cité de la Fonction Publique Territoriale Pierre MAUROY, Allée du Château – LABUISSIERE – BRUAY-LA-BUISSIERE (62702), représenté par Monsieur Joël DUQUENOY, Président, agissant en cette qualité et dûment habilité par la délibération du Conseil d'administration **n°X en date du ...**,

**d'une part,**

La ville de Bruay-la-Buissière, ci-après désigné sous le terme « la Ville », installée Hôtel de ville, Place Henri Cadot – BRUAY-LA-BUISSIERE (62701), représentée par Monsieur Ludovic PAJOT, Maire, agissant en cette qualité et dûment habilité par la délibération du Conseil municipal **n°X en date du ...**,

**d'autre part.**



Il est convenu ce qui suit :

### **Préambule :**

La Ville, chargée d'assurer une mission de service public, est régulièrement amenée à réaliser des activités culturelles.

Considérant que le domaine du Centre de Gestion constituerait un terrain propice pour les festivités de la fête nationale du 14 juillet, la Ville a sollicité la mise à disposition, à titre gracieux, d'un domaine comprenant le Donjon afin d'y organiser un feu d'artifice.

En réponse, le Centre de Gestion met à disposition son domaine, car cela contribue à maintenir les festivités de la fête nationale du 14 juillet.

### **Article 1 : Objet de la convention**

Le Centre de Gestion décide de soutenir la Ville dans la réalisation des activités culturelles en l'autorisant à disposer, à titre gratuit, des emplacements désignés à l'article 2 de la présente convention.

La présente convention, qui vaut autorisation d'utilisation du domaine privé du Centre de Gestion, a pour objet de fixer les modalités par lesquelles le Centre de Gestion autorise la Ville à disposer des emplacements déterminés ci-après afin d'y organiser un feu d'artifice.

Le plan portant sur l'organisation du feu d'artifice figure en annexe de la présente convention.

### **Article 2 : Désignation du domaine**

Les parcelles cadastrées concernées par l'objet de la présente convention sont :

- ... ;
- ... .

L'occupation de la parcelle ... portera uniquement sur une emprise de ... m<sup>2</sup>.

L'occupation de la parcelle ... portera uniquement sur une emprise de ... m<sup>2</sup>.

Un plan du domaine utilisable par la Ville figure en annexe de la présente convention.

### **Article 3 : Etat du domaine**

La Ville disposera du domaine délimité en annexe dans l'état où il se trouvera lors de son entrée en jouissance, déclarant bien le connaître pour l'avoir vu et visité à sa convenance.

A ce titre, un état des lieux sera réalisé le ... et annexé à la présente.

#### **Article 4 : Destination du domaine**

Le domaine sera utilisé pour assurer l'organisation d'un feu d'artifice.

Il est à ce sujet expressément convenu que tout changement à cette destination, qui ne serait pas autorisé par le Centre de Gestion, entraînerait la résiliation immédiate de la présente convention.

#### **Article 5 : Modalités d'occupation du domaine**

L'accès au domaine se fera dans le respect des consignes du domaine et des dispositions relatives, notamment, au Code de la route, des règles de stationnement et d'accessibilité au domaine.

En dehors des horaires d'ouverture du Centre de Gestion, la Ville signalera les problèmes rencontrés aux personnes chargées de l'astreinte, à savoir à :

Monsieur Philippe HU

Agent technique du Centre de Gestion

Tél.: 06.42.67.16.15

Monsieur Jean-Pierre ELLEBOODE

Agent technique du Centre de Gestion

Tél.: 06.38.70.40.56

L'autorisation est faite à titre précaire et est révocable à tout moment pour des motifs d'intérêt général.

Il est expressément convenu que :

- si la Ville cessait d'avoir besoin du domaine ou ne bénéficiait plus des assurances nécessaires à la protection du domaine, cette mise à disposition deviendrait automatiquement caduque ;
- la mise à disposition du domaine est subordonnée au respect, par la Ville, des obligations fixées par la présente convention ;
- la mise à disposition du domaine est subordonnée à la communication par la Direction Régionale des Affaires Cultures (DRAC) d'un avis favorable à l'organisation du feu d'artifice. L'avis favorable de la DRAC sera en annexe de la présente convention.

Le Centre de Gestion ne pourra en aucun cas et à aucun titre être tenu pour responsable des vols, actes délictueux ou criminels dont la Ville pourrait être victime ni d'accidents pouvant survenir aux usagers ou aux personnels employés sur le domaine mis à disposition. Il décline également toute responsabilité pour les dommages subis par la Ville du fait des dommages causés par les conditions météorologiques.

Il appartiendra à la Ville d'assurer, comme elle le jugera convenable, la garde et la surveillance des matériaux éventuellement entreposés ou des constructions mobiles qu'elle pourrait envisager d'aménager.

En outre, le Centre de Gestion pourra exiger la suspension de l'exploitation en cas de risques climatiques, en cas de force majeure, événement exceptionnel ou en cas de contraintes de sécurité imposées par les services de l'Etat, sans que la Ville puisse exiger du Centre de Gestion le versement d'une indemnité pour la non-occupation.

La Ville est seule responsable de son fait, de celui son personnel et des biens dont il a la garde de tout dommage corporel, matériel ou immatériel qui en sont la conséquence, ainsi que de toute dégradation survenant, par ou à l'occasion de l'organisation de l'évènement:

- aux biens d'équipement, matériels et marchandises de toute nature ;
- aux personnes physiques.

#### **Article 6 : Entretien du domaine**

La Ville devra immédiatement aviser le Centre de Gestion de toute réparation à la charge de cette dernière dont elle sera à même de constater la nécessité, sous peine d'être tenue responsable de toute aggravation résultant de son silence ou de son retard.

La Ville fera également son affaire personnelle, sans recours contre le Centre de Gestion, de tous dégâts occasionnés au domaine ainsi que des troubles de jouissance.

La Ville ne pourra effectuer de modifications sur le domaine que sous réserve de l'approbation préalable et écrite du Centre de Gestion, et sous le contrôle de celui-ci en cas d'accord. Dans une telle hypothèse, le coût des modifications sera supporté par la Ville.

A la fin de l'occupation, les lieux seront rétablis dans leur état primitif par la Ville et à la charge de cette dernière.

A ce titre, la Ville s'engagera à maintenir et à rendre le domaine mis à disposition dans le plus parfait état d'entretien et de propreté et devra prendre toutes les mesures nécessaires pour gérer ses propres déchets ainsi que ceux éventuellement générés par le public.

Lors de l'occupation, la Ville souffrira, sans indemnité, les travaux qui pourraient être entrepris par le Centre de Gestion sur le domaine utilisé, pour quelque raison que ce soit et quelle qu'en soit la durée.

#### **Article 7 : Cession**

La présente convention étant consentie intuitu personae et en considération des objectifs décrits ci-dessus, toute cession de droits en résultant est interdite.

De même, il est interdit à la Ville d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers, même temporairement, que cela soit à titre gratuit ou onéreux.

#### **Article 8 : Durée**

L'autorisation d'occupation est octroyée à compter du 13 juillet 2021 à ... heures jusqu'au 14 juillet 2021 à ... heures.

#### **Article 9 : Redevance**

Conformément à la délibération n° .... du Conseil d'administration du Centre de Gestion en date du ..., le domaine est consenti à la Ville à titre gracieux.

### **Article 10 : Assurances**

La Ville s'assurera contre les risques de responsabilité civile, d'incendie, d'explosion, de vol, de foudre, de bris de glace et de dégâts des eaux et les recours des voisins et des tiers résultant de son activité ou de sa qualité. En outre, elle s'engage à souscrire une assurance multirisques et responsabilité garantissant les sinistres de toutes natures pouvant survenir au domaine occupé ou être causés aux tiers du fait de l'utilisation de celui-ci. L'assurance souscrite devra générer des dommages et intérêts suffisants pour permettre la remise en l'état du domaine confié.

La Ville devra s'acquitter du paiement des primes et en justifier par une attestation qui sera annexée à la présente convention.

La Ville s'engage à aviser immédiatement le Centre de Gestion de tout sinistre.

### **Article 11 : Responsabilité et recours**

La Ville sera personnellement responsable des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention.

La Ville répondra, pendant le temps qu'elle en aura la jouissance, des dégradations causées au domaine occupé et commises tant par elle que par ses membres ou préposés, ou toute personne effectuant des travaux ou interventions pour son compte.

### **Article 12 : Obligations générales de la Ville**

Les obligations suivantes devront être observées par les agents de la Ville, de même que par les personnes qu'elle aura introduites ou laissées introduire dans les lieux :

- ils s'interdiront tout acte à caractère raciste, antisémite ou xénophobe et tout acte pouvant nuire à la sécurité des personnes et des biens. Ils useront paisiblement du domaine occupé avec le souci de respecter la tranquillité et le repos du voisinage ;
- ils ne devront pas se livrer à des actes d'ivrognerie ou d'immoralité notoirement scandaleuse ;
- ils observeront les règlements sanitaires du département du Pas-de-Calais et de l'Etat.

### **Article 13 : Visite des lieux**

La Ville devra laisser les représentants du Centre de Gestion, ses agents et ses entrepreneurs pénétrer dans le domaine occupé pour le visiter, le réparer ou l'entretenir. Pour les visites, celles-ci seront fixées conjointement par le Centre de Gestion et la Ville.

### **Article 14 : Résiliation**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des obligations contenues dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit.

La présente convention peut être résiliée par le Centre de Gestion à tout moment pour motif d'intérêt général, après notification.

La résiliation de la présente convention ne donnera lieu à aucune indemnisation.

### **Article 15 : Avenant à la convention**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

### **Article 16 : Litiges**

En cas de litige, les parties s'engagent à trouver une solution amiable.

Pour tous litiges concernant cette convention, le tribunal territorialement compétent sera le tribunal administratif de Lille.

Pour le Centre de Gestion,  
Le Président,

Joël DUQUENOY

Pour la Ville,  
Le Maire,

Ludovic PAJOT



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

**SLO**

ID : 062-286200027-20210708-2021\_35-DE

# DÉLIBÉRATION

2021/35

## RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE DU CDG 62 POUR 2020

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 8 Juillet 2021 à 9 heures 30, à la Maison du Parc de la Loïsne à BEUVRY sous la présidence de M. Nicolas PICHONNIER, premier Vice-Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – Mme Maryse MARGEZ, Adjointe au Maire de LILLERS – M. Dominique DELECOURT, Président du SIVOM de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etaient également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** le décret n°85-643 modifié du 26 juin 1985 relatif aux Centres de Gestion, notamment son article 27;

Monsieur le Président rappelle qu'il doit annuellement faire approuver par le Conseil d'Administration.

Il indique que le rapport d'activité 2020 est annexé à la présente.

Il propose au Conseil d'Administration d'approuver ce rapport d'activité 2020 tel que présenté et précise qu'il sera porté à la connaissance des collectivités et établissements publics.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- *APPROUVE* le rapport annuel d'activité 2020 tel que présenté (*rapport annexé à la présente délibération*) ;
- *CONFIE* à M. le Président le soin de porter à la connaissance des collectivités et établissements publics ce rapport annuel d'activité.

Ainsi fait et délibéré en séance,  
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 8 juillet 2021

Le Président,

Joël DUQUENOY

En 2021...



Le CdG62 poursuit son programme de travaux de réhabilitation des bâtiments du siège afin de regrouper l'ensemble des services sur un même site géographique. De plus, le schéma de coordination avec les centres de gestion des Hauts-de-France est engagé, les 5 centres de gestion travaillent donc ensemble à déterminer des missions qui seront gérées en commun. Ces deux éléments ont évidemment pour but d'offrir une meilleure qualité de service aux collectivités et établissements publics.

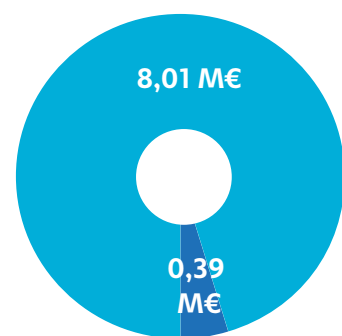
Le CdG62 continue également ses rencontres avec les EPCI du Pas-de-Calais. L'objectif de ces rendez-vous de proximité est de rappeler les missions du centre et de recueillir les avis et les attentes des élus afin de faire émerger de nouvelles missions dont les collectivités pourraient avoir besoin dans le cadre de leur gestion quotidienne et de faire évoluer l'offre des prestations proposés actuellement comme par exemple l'archivage pour les collectivités.

Le budget



Total des dépenses réalisées 8,40 M€

Les principales recettes



Fonctionnement



Cotisations 6 165 680 €

Investissement



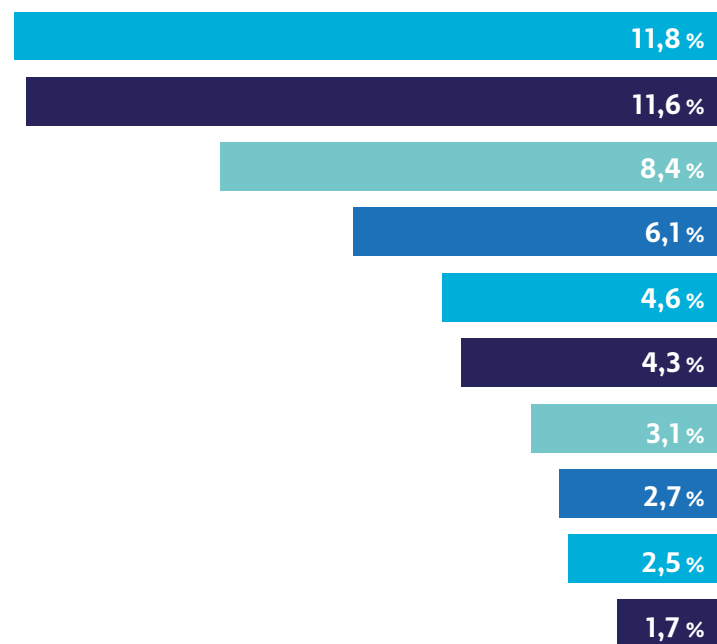
Conventions diverses 1 528 896 €



2 654 mandats

12 230 titres de recettes

Les 10 principales dépenses de fonctionnement



Droit syndical

948 812 €



Médecine professionnelle et préventive

932 350 €



Concours et examens professionnels

671 400 €



Remplacement d'agents

491 367 €



Comité médical et commission de réforme

371 013 €



Gestion des carrières agents

346 457 €



Usages numériques (DPO/@CTES) et plateforme marchés publics

250 972 €



Secrétariat des instances paritaires

213 513 €



Développement de l'emploi public et maintien dans l'emploi

201 965 €



Prévention et handicap

135 866 €

Le CdG62 vous accueille :

du lundi au vendredi  
de 8h30 à 12h00  
et de 14h00 à 17h00

Tel. : 03 21 52 99 50



cdg 62

www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Editeur : Centre de Gestion du Pas-de-Calais – Cité de la fonction Publique Pierre Mauroy – Allée du Château – Labuissière – BP67 – 62702 Bruay-La-Buissière Cedex  
Directeur de la publication : Joël Duquenoy – Président du CdG62 / Responsable de la rédaction : Anne-Sophie Budynek  
Conception : Mélanie Vettu / Illustrations : iStock - Font Awesome / V.1.0 - 0621 / Impression : L'Artésienne - Liévin / ISSN 2680-7068 / Dépôt légal : Juin 2021

www.cdg62.fr/

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

ID : 062-286200027-20210708-2021\_35-DE

cdg 62

# Rapport d'activité 2020

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS



# L'édito du Président



**2020** a été une année bien singulière, marquée par la crise sanitaire. A l'instar des communes et intercommunalités, le centre de gestion a pleinement été impacté tant dans son organisation interne qu'à travers ses activités externes, repensées dans l'urgence et dans le respect des protocoles pour assurer la continuité de service.

Aujourd'hui je suis fier de dire ma satisfaction d'avoir pu préserver et garantir à nos structures affiliées et adhérentes une qualité de services rendus, jamais interrompus. Modernisation, dématérialisation, et capacité d'adaptation initiées par mon prédécesseur Bernard Cailliau, ont permis de conserver le niveau de proximité en cette année particulière. Je tiens à remercier les agents pour avoir assuré avec détermination leur missions en distanciel comme en présentiel, et les collectivités pour le maintien de leur confiance.

2020 a également été marquée par le renouvellement électoral du bloc communal, et le centre de gestion a depuis octobre dernier un nouveau conseil d'administration, j'ai la fierté d'en occuper la présidence depuis mars dernier. Je salue l'engagement des administrateurs toujours à l'écoute et force de propositions.

Résolument tourné vers l'avenir, le CdG62 poursuit ses chantiers dont celui du schéma de coordination entre les centres de gestion des Hauts-de-France avec la volonté de préserver l'échelon départemental et veiller au bien-être au travail de ses agents.

Ce bilan retrace l'activité non exhaustive de l'année 2020 de l'investissement de celles et ceux qui y ont contribué. Bonne lecture.

**Joël DUQUENOIS**


## Typologie des structures affiliées



**1 185** collectivités

90,5%	Moins de 50 agents
8%	De 50 à 100 agents
1%	De 100 à 350 agents
0,5%	Plus de 350 agents

# Nos missions et prestations réalisées en 2020 pour mieux vous accompagner

Envoyé en préfecture le 09/07/2021  
Reçu en préfecture le 09/07/2021  
Affiché le   
ID : 062-286200027-20210708-2021\_35-DE

## Concours



**8** concours et examens professionnels  
**1 916** candidats  
**206** lauréats

**144** examinateurs spécialisés et correcteurs  
**29** surveillants

## Carrières



**20 781** agents  
**1 185** collectivités et établissements publics affiliés

**12 268** entretiens professionnels  
**8 975** avancements d'échelon  
**10 923** reclassements

## Instances consultatives

**1 424** dossiers examinés en CAP  
**862** dossiers en promotion interne toutes catégories confondues  
**9** dossiers examinés en CCP  
**374** dossiers examinés en CT et CHSCT

## Promotion de l'emploi public Bourse de l'emploi

**4 753** déclarations de postes et offres d'emploi traitées, **56,9 %** des déclarations de postes réalisées par les communes, **42 %** des **1 314** nominations déclarées sont liées à des emplois d'animation et de service à la population  
**2** forums « Mobilité interne » réalisés en collaboration avec le CNFPT pour **100** agents sensibilisés

## Conseil juridique et statutaire

**1 110** questions statutaires traitées, **15** modèles d'arrêtés publiés, **2** webinaires thématiques

## Statistiques - Bilan social 2019

**233** collectivités ont transmis leur bilan social, soit **19,4 %** des collectivités comptant 1 agent et plus  
**13 762** fonctionnaires, **1 707** contractuels sur emploi permanent et **2 522** contractuels sur emploi non permanent, représentant **38.22 %** des agents publics du département

## Reclassement - Accompagnement période de préparation au reclassement (PPR)



**99** dossiers de reclassement traités dont **18** dossiers PPR

## Instances médicales

**2 943** dossiers examinés en comité médical et commission de réforme sur **26** séances

## Droits et moyens syndicaux

**36 614** heures de décharges d'activité de service (DAS) et d'autorisations spéciales d'absences (ASA)

## Remplacement

**66** missions réalisées au total pour les **26** collectivités conventionnées  
**23** agents disponibles pour les missions de remplacement

## Usages numériques et informatiques (UNI)



**182** collectivités accompagnées dans leur mise en conformité au RGPD  
**362** traitements audités  
**66** collectivités ont participé aux différents ateliers RGPD proposés  
**37** collectivités conventionnées @CTES

## Marchés publics

**56** inscriptions sur la plateforme mutualisée marchés publics pour un total de **343** collectivités inscrites

## CNRACL

**1 274** dossiers traités

## Archives

**4 640 kg** d'archives éliminés soit l'équivalent de **470** boîtes d'archives

## Zoom COVID-19

**52** agents en télétravail pendant le 1<sup>er</sup> confinement sur les **106** agents en activité  
**35** PC portables acquis

## Assurances statutaires - Protection sociale complémentaire (PSC)



**15 026** agents pour un total de **430** collectivités adhérentes au contrat-groupe

**75 %** des effectifs des agents territoriaux du Pas-de-Calais



**10 624** agents pour un total de **292** collectivités adhérentes à la PSC

**Plus de 50 %** des effectifs des agents territoriaux du Pas-de-Calais

**Plus de 150** réunions organisées sur le territoire

## Médecine professionnelle et préventive

**89** collectivités conventionnées dont **7** nouvelles totalisant un effectif de **7 300** agents  
**3 067** visites médicales  
**194** vaccins anti-grippe administrés

## Prévention

**16** conventions signées pour un total de **107** collectivités conventionnées  
**21** agents rencontrés par la psychologue du travail lors de **33** entretiens individuels

## Handicap - 1<sup>ère</sup> année de la 4<sup>ème</sup> convention (2019 - 2023)



**59** aménagements de postes  
**14** contrats d'apprentissage aménagé dont **1** titularisation en fin de contrat  
**1** webinaire thématique réalisé

## Nos offres +

**2** missions de conseil en organisation  
**3** saisines du collège des référents déontologues  
**2** séances « atelier de co-construction » avec les collectivités pour l'élaboration de leur plan d'action en matière d'égalité femmes/hommes

**78 379** visites sur le site Internet durant le 1<sup>er</sup> confinement, **40** actualités COVID-19 publiées et **40** supports de communication dédiés mis à disposition des collectivités

**3 900** masques, **140** litres de gel hydroalcoolique, **418** paquets de lingettes, **108** sprays désinfectants, **14** distributeurs de gel et **8** hygiaphones acquis

**7** webinaires réalisés  
**3** rencontres du territoire en présentiel  
Mise en place de la téléconsultation

